



l'édito

d' **A**lain
Bergounioux

Laïcité, que de confusions on commet en ton nom...

Tout le monde perçoit la place grandissante que prend le débat sur la laïcité dans la vie publique. Cela est compréhensible. Dans la mesure où la société française est plus diverse, et voit se confronter des cultures et des religions différentes, avec l'islam, religion jeune pour l'Europe - mais pas seulement, pensons aux églises évangéliques -, elle s'interroge sur ses fondements. Et, la laïcité est l'un de ses principaux. Résultat d'une longue histoire, souvent conflictuelle, elle représente un point d'équilibre atteint au début du XX^e siècle, avec la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat. Ses trois principes-clefs, la liberté de conscience, la liberté des cultes, dans les limites de l'ordre public, la neutralité de l'Etat, appartiennent au socle commun républicain. La laïcité n'est pas seulement équivalente à la notion de tolérance, assurant une coexistence de toutes les croyances, qu'elles soient religieuses ou non, elle est avant tout une défense de la liberté de l'individu. Mais, et c'est là toute la profondeur de l'idée républicaine - la forme française de la démocratie -, l'individu, pour être réellement libre, doit reconnaître ce qui est commun dans la vie d'une société, ce qui permet d'assurer les libertés de tous.

Evidemment, ensuite, il faut examiner tous les cas concrets, à la lumière de ces principes et des débats d'interprétation ont inévitablement lieu. C'est le cas, depuis 1905... il suffit de penser à la question scolaire. Il y a pourtant un point fondamental qui devrait guider les décisions. Nos lois actuelles sur la laïcité portent sur la laïcité de l'Etat, et non sur la laïcisation de la société. Si on veut les changer, il faut l'assumer explicitement. C'est ce que fait, par exemple, François Fillon, qui demande de revenir à des pratiques concordataires pour que l'Etat prenne en main l'organisation de l'Islam. Mais, alors cela serait difficile que cela ne concerna pas toutes les religions. La plupart des leaders de la droite durcissent leurs discours sur tous les sujets - pour affaiblir, notamment, Alain Juppé -, mais ne veulent pas voir, la contradiction avec l'esprit de la laïcité française. Le Front national se moque, lui, des incohérences, la laïcité est un moyen de passer de « *l'hostilité aux arabes* », promue par le fondateur, Jean-Marie Le Pen, à un « *sentiment anti-musulman* », défendu par Marine Le Pen -, ce qui n'empêche pas la petite fille d'afficher une proximité forte avec l'intégrisme catholique...

Mais, la controverse existe également à gauche, où les polémiques acquièrent une forte intensité. Elle est ancienne, nous l'avons dit, mais a des objets nouveaux que le contexte actuel, de radicalisation d'une part de l'islam, rend plus que difficile. Pour faire la part entre ce qui est instrumentalisation politique de la laïcité - aux effets dangereux - et ce qui doit être fait pour que ces principes soient compris et respectés, il est urgent, pour nous, d'établir une doctrine claire. En guise de prolégomènes, je me permets de rappeler les mots d'Aristide Briand s'adressant à la majorité des députés qui allaient voter la loi de 1905 : « *Quel est le but que vous poursuivez ? Voulez-vous une loi de large neutralité susceptible d'assurer la pacification des esprits et de donner à la République en même temps que la liberté de ses mouvements, une force plus grande ! Si oui, faites que cette loi soit franche, loyale et honnête. Faites-là telle que les Eglises ne puissent trouver aucune raison grave de bouder le régime nouveau, qu'elles sentent elles-mêmes la possibilité de vivre à l'abri de ce régime et qu'elles soient pour ainsi dire obligées de l'accepter de bonne grâce, car le pire qui pourrait arriver dans ce pays ce serait de déchaîner les passions religieuses* ».

La droite et l'école : un divorce consommé

Nicolas Sarkozy a eu l'occasion de présider une journée de travail de sa formation politique, sur l'éducation et l'enseignement supérieur, le 6 avril dernier.

D'emblée, l'ancien chef de l'État feint d'oublier l'ampleur de son propre échec, celui légué dans ce domaine, à l'issue d'un quinquennat particulièrement terne et décevant.

En cinq ans, en effet, l'école était bel et bien devenue une contre-priorité. Sur la même période, 80 000 postes avaient été supprimés dans l'Éducation nationale, d'où une fragilisation de l'ensemble de l'édifice, et ce, en particulier, dans les secteurs de la maternelle et de l'école primaire. Quant à l'année de stage, si importante des enseignants, elle avait été effacée.

La droite au bilan désastreux. Les enseignants, peut-être plus encore que les autres fonctionnaires, avaient été désignés comme des « boucs-émissaires » auprès de l'opinion par Nicolas Sarkozy et son gouvernement, qui cherchaient ainsi, comme d'habitude, à les opposer

aux salariés travaillant dans le secteur privé.

Près de 200 000 élèves d'une même classe d'âge sortaient du système éducatif, sans formation et sans diplôme. Les enfants issus des milieux les plus modestes et les plus populaires étaient naturellement les premiers visés. La reproduction des inégalités sociales et la négligence de toute règle de mixité sociale complétaient ainsi la noirceur de la copie rendue. De ce point de vue, la dégringolade de la France au 25^{ème} rang, selon le classement « PISA », en quelques années, à la fin de la décennie 2000 - pour ce qui a trait à l'efficacité, aux performances et aux inégalités produites par son système scolaire -, traduisait la fai-

blesse de la politique suivie par l'ex-UMP. Ce recul offrait aussi, dans le même mouvement, de véritables opportunités de développement à un enseignement privé coûteux et générateur de ségrégations par l'argent, donc de reproduction aggravée d'inégalités.

Sur un autre plan, le taux d'échec dans l'enseignement supérieur se maintenait aux alentours de 50 %, réunissant ainsi toutes les conditions d'un vrai gâchis social et économique. Enfin, la recherche demeurait à la traîne, au moment où l'avenir et la force d'attraction d'un pays se jouent pourtant aussi dans ce domaine.

La dégringolade de la France au 25^e rang, selon le classement « PISA », en quelques années, à la fin de la décennie 2000 - pour ce qui a trait à l'efficacité, aux performances et aux inégalités produites par son système scolaire -, traduisait la faiblesse de la politique suivie par l'ex-UMP.

Le rappel de ce simple bilan devrait, par conséquent, dissuader Nicolas Sarkozy et ses amis de chercher à donner des leçons. D'autant que la gauche, dans un souci de respect des engagements pris, pour des raisons liées à l'intérêt général, et à l'avenir du pays, est en passe de réaliser toutes ses promesses, énoncées pendant la campagne électorale présidentielle de 2012.

La gauche au rendez-vous de ses promesses.

Ainsi, en ce premier semestre 2016, plus de 40 000 postes sur les 60 000 annoncés ont été effectivement créés, permettant de compenser, en partie, les dégâts générés par le gouvernement Fillon, qui en avait soustrait 80 000, au nom du dogme de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, partant à la retraite. Ce principe rigide appliqué de manière aveugle, au mépris des priorités et des réalités, est dangereux et néfaste. La formation pour les enseignants a heureusement été rétablie par la gauche, avec la création des Écoles supérieures pour la formation (ESP).

La priorité concrète à l'école maternelle et primaire a été pleinement assumée. C'est en effet, à ce moment de la vie d'un enfant, que l'essentiel se décide, que les handicaps quasi définitifs se nouent.

Des efforts considérables ont été accomplis au bénéfice de réseaux de l'éducation prioritaire, notamment, dans les quartiers difficiles. La politique menée a renoué délibérément avec le principe d'une formation des enseignants, d'incontestables moyens y étant consacrés.

Par ailleurs, la réforme du collège est désormais engagée, après une large concertation avec tous les acteurs concernés. En outre, l'élaboration de la charte de la laïcité et l'établissement d'un enseignement moral et civique ont largement contribué à avancer sur la voie d'une vraie initiation à la citoyenneté, inséparable de la nécessaire transmission des savoirs.

Le bilan, tant qualitatif avec la refondation de l'école, que quantitatif, avec les moyens renforcés – le budget est redevenu le premier budget de la Nation –, correspond au niveau des défis d'une école ouverte à tous, capable de former des producteurs qualifiés et des citoyens conscients.

Face à cette réussite indéniable, les critiques récentes de Nicolas Sarkozy et de ses amis paraissent à la fois, dérisoires et sans rapport avec la vérité des faits. Elles permettent, tout juste, à l'ancien chef de l'État, de répéter à l'envi, ces mêmes slogans, ces mêmes recettes, au risque de briser net, une partie des progrès construits et mis en œuvre depuis, quatre ans, grâce à la gauche.

Des perspectives inquiétantes. De ce point de vue aussi, le clivage droite/gauche demeure une réalité bien concrète. La droite LR propose, tout d'abord, la progression de 25 % de la durée hebdomadaire du travail pour les personnels enseignants. Une nouvelle fois, il s'agirait d'une initiative sans aucune concertation

ni négociation préalable, bien dans la méthode du président LR. Au demeurant, cette approche traduit une méconnaissance totale de l'exercice du métier d'enseignant. Chaque heure de cours dispensé exige, en général, deux heures de préparation. Il faut aussi intégrer la durée de correction postérieure aux cours.

Nicolas Sarkozy prétend vouloir envisager une meilleure reconnaissance du métier d'enseignant. Cette nouveauté, dans son expression, serait à coup sûr plus crédible si, dans le même temps, ses orientations économiques et financières, réitérées à longueur de colonnes et de déclarations, ne le poussaient pas à revendiquer une baisse d'au moins 100 milliards des dépenses publiques, en cinq ans, une réduction importante des recettes fiscales actuellement assises sur les patrimoines et les revenus les plus élevés, et le non remplacement d'au moins un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. En fait, le cadrage macro économique de LR transforme explicitement la politique scolaire en contre-priorité de politique publique.

Les critiques récentes de Nicolas Sarkozy et de ses amis paraissent à la fois, dérisoires et sans rapport avec la vérité des faits. Elles permettent, tout juste, à l'ancien chef de l'État, de répéter à l'envi, ces mêmes slogans, ces mêmes recettes, au risque de briser net, une partie des progrès construits et mis en œuvre depuis, quatre ans grâce à la gauche.

De surcroît, le discours du Président de LR ne prévoit rien sur la mixité sociale et scolaire – et pour cause –, rien de cohérent sur l'indispensable formation des enseignants. Il importe pourtant de rappeler que la pédagogie – cœur du métier – ne s'improvise pas. L'indispensable maîtrise par le professeur, de la discipline enseignée ne saurait suffire à produire un enseignement pertinent et adapté, à défaut d'une capacité à faire comprendre et partager. Entend-il de nouveau, supprimer l'année de formation, pour des raisons à la fois budgétaires et idéologiques ?

L'architecture prônée par LR ne suggère rien de sérieux, quant à la priorité concrète donnée à l'enseignement maternel et primaire, vecteurs décisifs de la socialisation et de l'apprentissage des fondamentaux.

Enfin, et dans la même logique, la démarche proposée fait l'impasse sur la préparation à la citoyenneté, et sur la nécessaire association, pour être compris, de tous les acteurs concernés à la démarche éducative, qu'il s'agisse des enseignants, bien sûr, mais aussi de parents d'élèves, et des élèves en tant que tels.

Cette impasse montre, à l'évidence, l'incapacité de cette formation politique de droite à concevoir une politique éducative dans la confiance et la concertation. Elle laisse surtout à penser que dans l'esprit des responsables de LR, l'école ne pourrait poursuivre d'autre objectif que celui de transmettre des connaissances, ce qui est un peu « juste » quand il s'agit de traiter de l'école de la République. L'accès à la citoyenneté, et la possibilité d'apprendre à apprendre, l'enseignement moral et civique, constituent pourtant l'essence même, à côté de la transmission des connaissances et des savoirs, de la promotion et de la vocation de l'école publique.

Un service public a minima. En fait, Nicolas Sarkozy se réfère

toujours à une forme de service public à minima, quitte à favoriser le développement d'un secteur privé lucratif, au nom de cet alibi commode du « libre choix » des parents et au risque, surtout, de l'exacerbation de toutes les ségrégations par l'argent. Il ne conçoit l'égalité des chances que par référence à une période initiale théorique, et non comme une exigence tout au long de la vie. L'égalité des chances, sans l'égalité des droits et les politiques de redistribution indissociables, relève d'une logique de « bonneteau », de « tour de passe-passe » avec, à la fin, le triomphe indécent de la reproduction des élites et le creuse-

ment aggravé des inégalités sociales.

Ultime donnée révélatrice d'un état d'esprit implicite et révélateur de la droite sur le sujet : Nicolas Sarkozy envisage d'imposer le service militaire aux jeunes de 18 ans ayant échoué sur le plan scolaire, et se trouvant sans diplôme ni activité, bref à ceux qu'ils nomment les « décrocheurs ». Nous serions là au cœur d'une logique de ségrégation et de discrimination, puisque nous limiterions l'accès de ce service national modernisé, à ce seul public, et ce, dans un cadre strictement contraignant.

L'idée d'un service civique et national remanié peut avoir un sens, mais à condition qu'elle permette de renouer avec les principes mêmes d'un authentique brassage social et territorial,

avec la démarche de citoyenneté, favorisant la conscience individuelle et collective d'une communauté de destin, fondée sur l'égalité des droits. Mais, elle ne peut trouver sa véritable traduction qu'à travers un cadre mixte « jeunes femmes / jeunes hommes », et surtout, à vocation progressivement universelle et très incitative pour tous. Et

non dans un but ouvertement discriminatoire et étroitement obligatoire.

La réhabilitation d'un service civique et national, quelles que soient les formes, les modalités et les durées envisagées, ne peut être vécue comme une sanction ou une discrimination visant exclusivement ceux qui se trouvent victimes de l'échec scolaire et ou social. Elle doit donner l'occasion et le goût à des jeunes, issus de milieux sociaux et culturels divers, de se rencontrer, de se parler, de partager des expériences et une ambition collective.

M.B.

Nicolas Sarkozy se réfère toujours à une forme de service public à minima, quitte à favoriser le développement d'un secteur privé lucratif, au nom de cet alibi commode du « libre choix » des parents et au risque, surtout, de l'exacerbation de toutes les ségrégations par l'argent.

La Revue Socialiste

**Le numéro de ce mois-ci consacre un dossier spécial
à la situation des migrants et des réfugiés. À lire !**



MR. MME. Mlle.

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

TÉLÉPHONE

E-MAIL

Ci-joint mon règlement de la somme de euros par chèque à l'ordre de Solfé Communications – Revue socialiste

DATE :

SIGNATURE :



Antoine Jardin...

... est chercheur associé au Centre d'études européennes de Sciences Po. Il travaille, en particulier, sur la participation électorale et les dispositifs d'encouragement dans les zones touchées par les violences urbaines collectives. Dernier ouvrage en date, « *Voter dans les quartiers populaires. Dynamiques électorales comparées des agglomérations de Paris, Madrid et Birmingham* ». PhD diss, Institut d'Études Politiques de Paris, 2014.

« En matière de djihadisme, il est impossible de généraliser et de s'en tenir aux caractéristiques globales d'un quartier »



Le risque de voir émerger, en France, des quartiers similaires à celui de Molenbeek, en Belgique, existe-t-il ?

La question est moins de s'interroger sur l'émergence de quartiers similaires à celui de Molenbeek que sur l'existence, en France, de réseaux semblables à ceux qui ont préparé les attentats de Paris et Bruxelles. Finalement, ce qui est en jeu, dans cette affaire, n'est pas tant le quartier incriminé, en tant que tel, que le fait qu'un ré-

seau ait pu s'y implanter. La problématique en cause est celle d'un réseau capable de s'y installer, de capter des ressources, de préparer des attentats et de les mettre en œuvre, tout en utilisant ce périmètre comme base arrière pour se protéger et d'y préparer, ensuite, de nouvelles opérations. Cette dynamique ne vient donc pas du quartier proprement dit, mais du réseau qui choisit un lieu précis pour fonctionner et prospérer. Il est très important de revenir sur ce

point, dans la mesure où les habitants ne sont pas en cause. Ce ne sont pas eux qui se radicalisent et qui deviennent, pour l'ensemble de leurs concitoyens, un facteur à risque, mais d'autres individus qui appartiennent à des mouvances et qui ont choisi ce lieu pour s'y implanter. C'est leur appartenance à ces réseaux qui comptent, d'abord et avant tout !

Des configurations similaires existent en France, avec des individus qui ont choisi d'investir des espaces pour y diffuser une propagande djihadiste ou y préparer des attentats. Ce fut notamment le cas de la cellule de Cannes-Torcy ou des frères Kouachy, dans les Buttes-Chaumont. Ce n'est donc pas une nouveauté. On ne peut cependant pas généraliser, en estimant que ces lieux sont des zones propices aux agissements des pro-djihadistes. Il convient davantage de mettre en avant le sens de la relation. Faut-il partir du quartier pour aller vers le réseau ou du réseau pour rallier le quartier ? En matière de djihadisme, il est impossible de généraliser et de s'en tenir aux caractéristiques globales d'un quartier.



Fort de ce constat, quelles sont les motivations des terroristes ?

Les mobiles qui dictent leurs choix sont matériels, pour l'essentiel. Dès lors qu'ils préparent des attentats, ils font le nécessaire pour se procurer armes et explosifs. Les réseaux proches des milieux djihadistes choisissent donc des lieux où il leur sera facile de se procurer ces ressources, en lien avec le grand banditisme. C'est ce qui s'est produit à Molenbeek qui était la cible, bien avant les attentats de Paris du 13 novembre dernier, d'aspirants djihadistes qui ont cherché à s'y approvisionner auprès de marchands d'armes issus du banditisme ordinaire. C'est d'ailleurs la principale finalité d'un rapprochement avec le banditisme, sous toutes ses formes. Ce qui ne veut pas dire que ces attentats sont planifiés par des individus se revendiquant du grand banditisme.



Au-delà, existe-t-il un lien entre délinquance, grand banditisme, économie souterraine et radicalisation de certains jeunes dans les banlieues ?

Question difficile, d'autant que nous avons longtemps entendu le récit de personnes qui mettaient en valeur leur foi religieuse et leur implication dans une pratique très intensive de l'islam, conçu ici comme l'unique moyen d'obtenir la rédemption. Ce lien religieux était censé sceller la sortie d'une délinquance de rue ordinaire. Le discours dominait, de fait, à la fin des années 1990. Il contribuait à une forme de salut par l'engagement spirituel qui n'avait pas le moindre lien avec le djihadisme. De sorte qu'il produisait un effet certain sur les modes de vie, sans pour autant influencer sur le système

de valeur politique des individus. Tant et si bien que ces derniers ne nourrissaient aucune haine particulière vis-à-vis de l'Occident.

D'autre part, les acteurs incarcérés pour des faits mineurs ou pour leur proximité avec des organisations criminelles, ont souvent fréquenté des détenus dont la présence était justifiée pour leurs liens avec des réseaux djihadistes. Des contacts

Des contacts ont donc bien existé entre des détenus ayant connu des trajectoires déviantes ordinaires et des idéologues et théoriciens, initiateurs de projets djihadistes. Et ce, dès le milieu des années 1990. C'est donc bien à l'échelle du milieu carcéral que ces liens se sont opérés, et non à l'échelle des quartiers.

ont donc bien existé entre des détenus ayant connu des trajectoires déviantes ordinaires et des idéologues et théoriciens, initiateurs de projets djihadistes. Et ce, dès le milieu des années 1990. C'est donc bien à l'échelle du milieu carcéral que ces liens se sont opérés, et non à l'échelle des quartiers.



Comment sortir de cette situation et déradicaliser ces jeunes qui restent sous l'emprise de personnages influents, en milieu carcéral ?

C'est tout l'enjeu de la politique carcérale, dont je ne suis pas un spécialiste. On peut tout de même pointer du doigt l'erreur consistant à regrouper, dans un même environnement, tous les détenus radicalisés. C'est un danger, dans la mesure où les théoriciens et autres penseurs du djihadisme, auxquels je faisais référence à l'instant,

vont se retrouver confrontés à des condamnés ordinaires qui peuvent exprimer certaines sympathies, sans pour autant être dans le basculement complet. En procédant à ces regroupements, on ne fait, concrètement, que faciliter le travail de ces recruteurs. Les têtes de réseaux doivent donc être mises en isolement. Elles passent d'ailleurs rarement à l'acte, se contentant, pour l'essentiel, de commanditer les projets d'attentats.

J'ajoute que ce n'est pas en agissant sur les politiques de sécurité ordinaire que l'on parviendra à gérer efficacement la question du terrorisme. Celle-ci s'appuie sur des réseaux transnationaux dont les membres possèdent des ressources, appartiennent à des organisations et ont souvent transité par la Syrie, le Pakistan ou le Yémen. Il faut donc davantage mettre l'accent sur le renseignement que sur la sécurité quotidienne des quartiers. Ne faisons pas comme si le terrorisme était l'évolution logique de la vie interne de ces territoires sensibles. C'est la conséquence de l'interaction entre les pays en guerre et les opportunités qui se font jour ici ou là, dans certains quartiers français.

? *La République a-t-elle reculé dans les quartiers ?*

Non. Je pense qu'elle y est même plus présente, aujourd'hui, que dans le passé. L'État y agit avec davantage de détermination, même si, comparativement à ce qui se passe ailleurs, il pourrait sans doute faire mieux. Le gouvernement s'est employé, malgré tout, à engager des actions spécifiques dans ces quartiers, même s'il n'est pas parvenu à ses fins.

J'observe, sur ce point, qu'aucune politique sérieuse permettant de limiter les effets du décrochage n'a été engagée, depuis la crise économique de 2008. Or, nous savons parfaitement que c'est à l'échelle de ces territoires fragilisés que le chômage a augmenté le plus significativement, et que les effets de la discrimination y ont été les plus marquants. Tant et si bien que face au choc qui a frappé l'ensemble du pays, en 2015, nous n'avons pas su déployer les moyens permettant de répon-

dre aux enjeux spécifiques des quartiers populaires.

Si la réforme de la politique de la ville voulue par François Hollande, en début de mandature, a eu pour principal intérêt de cibler davantage de zones urbaines sensibles qu'auparavant, elle n'en a pas moins réduit le nombre de critères pris en compte dans la définition des quartiers prioritaires, puisqu'on a retiré les variables qui ne relevaient pas du revenu des habitants.

? *Le manque de relais humains et associatifs dans les cités n'augmente-t-il pas le risque d'embrasement ?*

Oui. En l'absence de prise en compte politique des clivages qui émergent dans ces territoires, les tensions se développent, en lien avec des organisations qui prônent des logiques de violence et de confrontation, sans négociation possible. Or, le rapport à l'islam et à l'expression de la religiosité est exclu du champ politique et la question se pose, dans ces conditions, de savoir comment la démocratie française sera en mesure d'intégrer les conflits, les enjeux et les clivages qui se font jour dans ces quartiers, mais qui ne font pas nécessairement sens à l'échelle nationale.

À qui profite cette situation ? Que faut-il faire pour en sortir ?

La situation profite d'abord et avant tout à l'extrême droite. Qu'il s'agisse de la crise des migrants, de la situation des banlieues ou du rapport à l'islam, tout contribue à une progression du FN, y compris au sein de l'ancien électorat UMP. Le risque existe donc que la répartition des voix soit favorable au parti frontiste, lors des prochaines échéances électorales, compte tenu de l'évolution des comportements des électeurs.

Il nous faut prendre en compte une autre réalité. Une grande polarité idéologique réside ainsi entre la gauche et l'extrême droite, et non plus entre la gauche et la droite, jusqu'à une période récente. Elle

s'articule moins sur des questions économiques et sociales, que sur des valeurs propres à la gestion des quartiers et de l'immigration.

Face au contexte de tension auquel nous sommes confrontés, il nous faut discerner les enjeux liés au terrorisme et à l'islamisme, d'une part, et les questions se rapportant à la vie des

quartiers, d'autre part. Dans la réponse politique et l'action publique qui seront apportées, l'action en faveur de ces territoires ne devra en aucun cas être attachée à la question du terrorisme. C'est là un point essentiel.

Propos recueillis par Bruno Tranchant

FN : démissions en cascade !

La scène se déroule au Luc, dans le Var. Ce 24 mars, le Conseil municipal procède à l'élection d'un nouveau maire, Pascal Verelle, après l'éviction, par l'appareil du FN, de Patricia Zirelli, quelques mois seulement après son accession à l'Hôtel de Ville. Ce soir-là, elle s'est faite représentée par un dissident ayant quitté, depuis quelques temps, le groupe majoritaire. « *Je ne démissionne pas pour raisons de santé, je vais très bien* », précisera-t-elle dans un courrier envoyé à *Var Matin*, avant de lancer, un peu plus loin : « *Je démissionne à cause des pressions d'une équipe qui n'arrive pas à se projeter, qui me reproche de « ne pas être assez FN », pas assez ceci, pas assez cela. Leur seule motivation pour Le Luc : enlever un drapau européen, augmenter leurs indemnités, etc.* »

Élue en février 2015, après avoir été première adjointe de cette commune de 9 500 habitants, Patricia Zirelli avait elle-même remplacé Philippe de La Grange, démissionnaire pour des raisons de santé. Du côté de la fédération FN, on s'empresse de mettre en avant un « *travail harassant* » et les « *soucis* » que représente ce mandat. Une explication aussitôt démentie par la principale intéressée qui confie alors à *L'Express* son malaise. Avant d'invoquer le sectarisme d'élus municipaux moins préoccupés de servir leurs administrés que leurs ambitions personnelles, sur fond de chasse aux sorcières, et de pressions exercées à l'encontre de son entourage.

Défections. Délitement ? Incompétence ? Cette affaire illustre bien, en tout cas, les limites de « l'enracinement du FN », que le parti ne perd pas une occasion de mettre en avant depuis les dernières élections locales. Au lendemain

du second tour des municipales, le Secrétaire général frontiste, Nicolas Bay, revendiquait pourtant « *plus de 1 546 conseillers municipaux dans les villes de plus de 1 000 habitants* ». Un « *ancrage municipal* » censé permettre la présence systématique du FN lors des futures échéances électorales. Et de permettre, par la même occasion, de procéder à la formation de cadres, pour préparer la suite des opérations. Le mouvement dirigé par Marine Le Pen a cependant accusé une perte nette de 10 % de ses effectifs, suite à de nombreuses défections semblables en tout points à celles du Luc. Certains conseillers municipaux ont ainsi claqué la porte après des dissensions internes ou pour « *convenances personnelles* », cédant

Le mouvement dirigé par Marine Le Pen a accusé une perte nette de 10 % de ses effectifs, suite à de nombreuses défections semblables en tout points à celles du Luc. Certains conseillers municipaux ont ainsi claqué la porte après des dissensions internes ou pour « convenances personnelles », cédant la place au candidat placé derrière eux sur la liste.

la place au candidat placé derrière eux sur la liste. D'autres ont été contraints de rebrousser chemin, après avoir été exclus de l'appareil, tout en conservant leur mandat. Ils représentent donc une perte sèche pour le FN. Les désaccords internes représentent, de ce point de vue, plus de cas que de démissions à l'amiable.

Mais l'essentiel est ailleurs, dans le manque de préparation et de

professionnalisme d'une kyrielle d'édiles recrutés à la hâte, sans compétence ni formation particulière. Un problème récurrent dont ce parti d'extrême droite a décidément du mal à se départir. La forte poussée électorale qui a suivi les élections municipales de mars 2014 a, de ce point de vue, mis à l'avant-scène des hommes et des femmes mal préparés à l'exercice du mandat d'élu.

Entre allégeance et incompétence. Climat délétère, atmosphère pesante. À Grande-Synthe, le malaise couve depuis plusieurs mois. Au point que les deux élus frontistes du conseil

municipal, Fabienne Bolle et Laurent Renaudin, ont démissionné de la Fédération Flandre maritime où l'atmosphère est pesante. Le patron, Philippe Eymery, y distille ses ordres par procuration, régnant sur le département en véritable despote. Tant et si bien que les deux impétrants n'ont jamais rien obtenu de la fédération ! Ni soutien financier, ni outils juridique ou technique. Ne reste plus que ceux qui lui ont prêté allégeance. Tant et si bien que les démissions se suivent au niveau local : Bertrand Meurisse, Carole Van Hullebush, Jean-François Vendeville, Thomas Fraga, Anita Ginko. Pour ne parler que de l'arrondissement de Dunkerque. Philippe Eymery parle d'erreurs de casting. Ce sont pourtant bien son incompetence et celle de ses colistiers qui sont ici encore en cause. Et, compte-tenu du turn-over incessant des candidats, on peine à croire que la fédération soit en capacité de s'installer dans le paysage politique du littoral.

Même constat dans les Vosges où les instances fédérales sont au plus mal. De nombreux élus du FN ont choisi de démissionner du parti, sans pour autant lâcher leur mandat. Au total, ils sont ainsi près de 80 % à avoir rendu leur carte ! En cause, le comportement

du secrétaire départemental, Jordan Grosse-Cruciani, qui aurait interdit aux candidats de présenter un programme à Epinal, dans le cadre des municipales. Avec l'obligation pour tous de s'en tenir aux idées impulsées par le National. Du coup, les candidats, bientôt élus, sont apparus comme de simples porte-drapeaux locaux, le temps d'une élection... « *Ensuite, on ne sert plus à rien. On n'est pas là pour durer* », expliquent-ils. Lors des régionales, un grand nombre de postulants figurant sur les listes FN ont été parachutés, sans la moindre connaissance des problématiques territoriales. Avant de se heurter, comme beaucoup, à leurs dirigeants, qui se plaisent à professer publiquement, jour après jour, attaques et insanités qui visent à détruire l'idéal républicain, sur fond de racisme, d'islamophobie et d'homophobie.

Le ravalement de façade a beau s'opérer en douceur, sous l'œil attentif de Marine Le Pen, l'arrière-boutique frontiste, elle, ne change pas. Naïfs sont ceux, parmi ses représentants locaux, qui ont pu croire le contraire.

À Bruay-la-Buissière (Pas-de-Calais), la situation est tout aussi coquasse. Ils sont six à avoir quitté l'exécutif local depuis les municipales. Le bal s'est ouvert dès avril 2014, et il se poursuit toujours. Plus personne ne se retrouve dans la ligne du parti. Véritables membres « inactifs », ces élus ne savent rien de ce qui se passe derrière le rideau. Comme s'ils n'étaient, au fond, que les simples comparses d'une situation qui les dépasse.

Même son de cloche à Coudekerque, dans le Nord, où, après la démission de Bertrand Meurisse, tête de liste de « Coudekerque Bleu Marine » aux élections municipales, c'est la deuxième et dernière élue FN du conseil municipal, Anita Ginko, qui a claqué la porte. Elle siège encore, mais sans la caution d'un mouvement dont elle réprovoque les méthodes et les pratiques opaques.

A Boulogne, dans le Pas-de-Calais, où le FN avait obtenu 26,14 % et un groupe de six élus, en mars 2014, seuls Antoine Golliot, Marie-Claude Ziegler et Bruno Croquelois sont restés fidèles au poste. De son côté, Sonia Chochois n'a jamais pris part à la moindre réunion, avant de démissionner de son mandat, au

même titre qu'Angélique Seillier. Les deux suivants sur la liste ont refusé de siéger. « *Heureusement qu'ils n'ont pas été élus, quand on voit le niveau d'impréparation !*, commente un brin ironique le maire, Frédéric Cuvillier, dans la *Voix du Nord*. Le ravalement de façade a beau s'opérer en douceur, sous l'œil attentif de Marine Le Pen, l'arrière-boutique frontiste, elle, ne change pas. Naïfs sont ceux, parmi ses représentants locaux, qui ont pu croire le contraire. Les exemples sont légion de ces élus qui quittent le navire, comme dans les Pyrénées-Orientales où on ne compte plus les coups d'éclat. Canohès, Le Soler, Canet-en-Roussillon, Saint-Estève, Perpignan, Bompas... démission après démission, le FN a déjà perdu un grand nombre de ses effectifs locaux. Le tout, deux ans seulement après les municipales. Ils n'étaient pourtant qu'un ou deux à siéger au conseil

municipal d'une petite dizaine de villes du département. Exception faite de Perpignan (11 avant le départ de Clotilde Font). En cause, ici encore la fédération et le comportement, pour le moins autoritaire, de Louis Aliot, plus doué pour diviser que pour fédérer les siens.

Condescendance. Absence de formation, discordes et incompréhension, manque de savoir-faire et d'expérience, dysfonctionnements conférant à l'amateurisme... L'hémorragie qui frappe les élus frontistes tient à une multitude de facteurs. Mal préparés à l'exercice d'un mandat local et piètres gestionnaires, ces militants ont été très vite confrontés au mépris qui règne au sein des états-majors fédéraux et nationaux. Lesquels s'empressent de bannir sur le champ tout esprit de dialogue, de concertation et d'opposition. L'exemple vient souvent de haut, comme dans les Pyrénées-Orientales, on l'a vu, où Louis Aliot s'est employé, de longue date, à se faire élire pour exercer des mandats

bien rémunérés, en battant ensuite des records d'absentéisme.

Difficile, dans ces conditions, pour des militants à la petite semaine, de se reconnaître dans un mouvement clientéliste, préoccupé, pour l'essentiel, à placer les copains et les transfuges de tout poils, sans la moindre reconnaissance pour des élus qui se sont laissé duper, pour la plupart, par un appareil dont l'unique objectif est de préparer le terrain à Marine Le Pen, en 2017. Pendant que les naïfs se noient dans les élucubrations médiatiques de Florian Philippot sur les sujets sociaux, le rôle de l'Europe ou le retour du Franc, la vraie nature du FN, elle, n'a pas changé. Ce parti est mû par un projet et porté par de grands élus issus du sérail, qui rêvent d'abattre la République, celle que leurs ancêtres appelaient, avec mépris et condescendance la « Gueuse ».

Bruno Tranchant